



LA JEUNESSE
POUR LES DROITS HUMAINS
ET LA JUSTICE CLIMATIQUE,
ECONOMIQUE ET ECOLOGIQUE



CRAAD-OI
Centre de Recherches et d'Appui pour les
Alternatives de Développement - Océan Indien

RSCDA-OI
Research and Support Center for
Development Alternatives - Indian Ocean



FI.FI.MA.MA.
FIKAMBANAN'NY FIHERENA
MANOMBO MANGOKY

COMMUNIQUE

NON A LA REPRESSION ABUSIVE ET VIOLENTE DES MANIFESTATIONS PACIFIQUES POPULAIRES POUR LE RESPECT DES DROITS FONDAMENTAUX DU PEUPLE MALAGASY ET DE SA SOUVERAINETE SUR SON PATRIMOINE NATUREL

Après plus de 10 ans d'opposition au projet minier Base Toliara, et malgré la décision du Conseil des Ministres de lever la suspension de ses activités, les communautés affectées par ce projet n'ont toujours pas cessé d'appeler les autorités étatiques à arrêter les activités de ce projet minier qui menace leur santé, leurs droits fondamentaux et leur patrimoine naturel.

Alors que les activités de communication de Base Toliara étaient encore suspendues, on a vu les promoteurs de ce projet défilier en toute impunité pendant ces dernières années sur les chaînes de télévision et les réseaux sociaux, ainsi qu'auprès d'institutions telles que le Sénat. Quant aux communautés directement affectées par ce projet, force est de constater qu'elles se sont vues refuser l'accès aux médias et aux institutions étatiques qui sont restées sourdes à leurs interpellations. Des représentants de ces communautés étaient même venus dans la capitale, espérant transmettre leurs doléances au Président de la République, mais leur requête a été accueillie avec un mépris tel qu'on a refusé ne serait-ce que de réceptionner leur lettre.

Non seulement toutes les portes leur ont été fermées, mais le Gouvernement a décrété la réouverture de Base Toliara malgré leur opposition constante à ce projet depuis plus de 10 ans. Parce que c'est le seul moyen pour elles de se faire entendre, les communautés menées par les leaders du mouvement populaire d'opposition au projet Base Toliara se sont rassemblées le 23 mars pour une grande marche vers Andaboy - le site symbolique où le mouvement de protestation a débuté - pour manifester publiquement et pacifiquement leur refus de ce projet et leur détermination à défendre leurs droits et leur patrimoine naturel jusqu'au bout.

Face à la force de ce mouvement populaire, l'Etat a mis en exécution sa méthode habituelle de gestion de crises, en ordonnant encore une fois que leur manifestation pacifique soit violemment réprimée. Ainsi, trois (3) manifestants ont dû être amenés d'urgence à l'hôpital en raison des blessures causées par les grenades lacrymogènes. Par ailleurs, certains meneurs du mouvement ont été menacés d'arrestation par le pouvoir central.

D'aucuns accusent le CRAAD-OI d'être à l'origine de telles manifestations publiques et d'inciter les communautés à descendre dans la rue, mais au vu de tout ce qui précède, il est clair que le déni de leurs droits fondamentaux et le mépris dont les autorités ont fait preuve à leur égard les ont conduites à cette extrémité. A maintes reprises, le CRAAD-OI a interpellé en vain les autorités étatiques sur l'importance primordiale du respect des droits humains des communautés affectées par le projet Base Toliara pour assurer leur développement durable, le maintien de la paix et la cohésion sociale.

Malheureusement, on assiste aujourd'hui à la régression de plus en plus évidente des libertés fondamentales qui devraient être garanties par un Etat démocratique, ainsi qu'au rétrécissement inquiétant de l'espace civique à Madagascar, à travers la banalisation du harcèlement juridique et des arrestations des défenseurs des droits humains et de l'environnement, lesquels constituent les éléments du procédé classique employé par l'Etat Malagasy pour dissuader les citoyens de réclamer leurs droits fondamentaux grâce à des manifestations publiques.

Les organisations de la société civile signataires de ce Communiqué lancent un appel urgent à l'Etat pour :

- accorder la primauté aux droits fondamentaux des populations, et notamment se rappeler le danger mortel que la réalisation effective du projet Base Toliara représenterait pour les communautés riveraines, en raison de la radioactivité qu'il est susceptible de générer, comme nous l'avons déjà signalé dans plusieurs Communiqués ;

- écouter la voix des communautés affectées qui réclament l'arrêt définitif de ce projet destructeur, et cesser les abus de pouvoir dans la répression des manifestations populaires pour la revendication légitime de ces droits ;
- mettre fin au déni systématique des droits humains à Madagascar, en particulier à la violence disproportionnée avec laquelle les manifestations pacifiques sont traitées ;
- cesser les arrestations et toute forme de pression sur les communautés qui veulent exprimer leurs opinions et défendre leurs droits.

Antananarivo le 24 mars 2025.

- **Centre de Recherches et d'Appui pour les Alternatives de Développement – Océan Indien (CRAAD-OI)**
craad.madagascar@gmail.com ; <http://craadoimada.com>
- **Femmes en Action Rurale de Madagascar (FARM)** - farmmadagascar@gmail.com;
<https://web.facebook.com/farmadagascar>
- **Réseau des Jeunes pour le Développement Durable (RJDD)** - ridd.madagascar@gmail.com;
<https://web.facebook.com/RJDDMadagascar>
- **Fikambanan'ny Masikoro Arivolay Antananarivo (FI.MA)**
- **Fikambanan'ny Fiherena Manombo Mangoko (FI.FI.MA.MA).**